

## Note d'information relative aux comptes nationaux provisoires de 2012

Les comptes nationaux provisoires, établis par le Haut Commissariat au Plan pour l'année 2012, montre que l'économie nationale s'est inscrite dans une croissance en ralentissement, dans un contexte de maîtrise de l'inflation, mais de détérioration des capacités de financement. Dans ce cadre, le rythme de croissance du secteur non agricole a enregistré un rythme relativement élevé alors que celui du secteur agricole a connu une baisse significative.

Les principaux résultats de ces comptes sont les suivants :

### Un rythme de croissance économique en baisse

Le taux de croissance de l'économie marocaine a été de 2,7% en 2012 au lieu de 5% en 2011. A prix courants, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 3,2%, induisant une hausse du niveau général du prix implicite de 0,5% en 2012.

Cette croissance économique résulte de :

- la baisse de la valeur ajoutée agricole de 8,9% en volume, après une hausse de 5,6% en 2011 ;
- l'augmentation la valeur ajoutée des autres secteurs d'activité économique de 4,4% au lieu de 5,2% une année plus tôt ;
- la hausse des impôts nets des subventions sur les produits de 5,2% au lieu de 2,7% l'année précédente.

C'est ainsi que le taux de croissance du PIB hors agriculture a atteint 4,5% en 2012 au lieu de 4,9% en 2011.

### **Une contribution de la demande finale intérieure en ralentissement**

Les composantes de la demande finale se sont globalement inscrites à la hausse. En effet, les dépenses de consommation finale des ménages ont augmenté de 3,6% en volume après 7,4% en 2011, contribuant ainsi pour 2,1 points à la croissance du PIB. La consommation finale des administrations publiques (APU), de son côté, a enregistré un accroissement plus important, passant de 4,6% en 2011 à 7,9% en 2012, affichant une contribution à la croissance de 1,4 point en 2012 au lieu de 0,8 point en 2011. La FBCF a évolué, pour sa part, de 1,9% au lieu de 2,5% l'année précédente, avec une contribution à la croissance de l'ordre de 0,6 point au lieu de 0,8 point en 2011. Globalement, la contribution de la demande finale intérieure à la croissance est passée de 6,5 points en 2011 à 2,7 points en 2012.

### **Un rythme de croissance des importations inférieur à celui des exportations**

Les exportations de biens et services ont augmenté de 2,7% en volume en 2012 au lieu de 2,1% en 2011, alors que les importations ne se sont accrues que de 2% au lieu de 5%, respectivement. Les échanges extérieurs nets dégagent, de ce fait, une contribution nulle à la croissance économique en 2012 au lieu d'une contribution négative de 1,5 point en 2011.

### **Détérioration des capacités de financement de l'économie**

Le revenu national brut disponible a atteint près de 863 milliards de DH en 2012, en augmentation de 2,3% au lieu de 4,8% en 2011. Cette évolution résulte de la hausse du PIB à prix courant de 3,2%, conjuguée à la diminution des transferts courants nets en provenance de l'extérieur de 3% en 2012, après une hausse de 6,6% une année auparavant. La baisse de ces derniers s'explique, essentiellement, par la rétraction de 3,8% des recettes des marocains résidant à l'étranger au lieu d'une hausse de 7,4% l'année passée.

En prenant en considération l'amélioration de la consommation finale nationale de 5,5% (4,6% pour les ménages et 8,7% pour les APU), l'épargne nationale brute est passée de 27,9% du PIB en 2011 à 25,3% en 2012. Le taux d'investissement (FBCF et variation de stocks) se situant à 35,3% en 2012 au lieu de 36% en 2011, le besoin de financement de l'économie nationale s'est accentué, en passant de 8% du PIB en 2011 à 10% en 2012.

## Evolution des principaux agrégats

Opérations	2010	2011	2012
	<b>Croissance annuelle en % (aux prix de l'année précédente)</b>		
<b>Décomposition du PIB</b>			
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>3,6</b>	<b>5,0</b>	<b>2,7</b>
Valeur ajoutée totale aux prix de base	3,3	5,2	2,5
Agriculture	-1,9	5,6	-8,9
Hors agriculture	4,2	5,2	4,4
Impôts sur les produits nets des subventions	6,7	2,7	5,2
<b>Produit intérieur brut non agricole (*)</b>	<b>4,5</b>	<b>4,9</b>	<b>4,5</b>
<b>Demande</b>			
Dépenses de consommation finale Ménages	2,2	7,4	3,6
Dépenses de consommation finale APU	-0,9	4,6	7,9
Formation brute de capital fixe	-0,7	2,5	1,9
Importations de biens et services	3,6	5,0	2,0
Exportations de biens et services	16,6	2,1	2,7
	<b>Aux prix courants (en millions de DH)</b>		
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>764 031</b>	<b>802 607</b>	<b>828 169</b>
Valeur ajoutée totale aux prix de base	687 722	742 419	768 402
Agriculture	98 991	106 342	102 572
Hors agriculture	588 731	636 077	665 830
Impôts sur les produits nets des subventions	76 309	60 188	59 767
<b>Produit intérieur brut non agricole (*)</b>	<b>665 040</b>	<b>696 265</b>	<b>725 597</b>
<b>Demande</b>			
Dépenses de consommation finale Ménages	437 547	472 938	494 499
Dépenses de consommation finale APU	133 938	146 332	159 118
Formation brute de capital fixe	234 407	246 394	259 680
Importations de biens et services	329 053	390 755	417 471
Exportations de biens et services	253 941	285 530	299 646
<b>Revenu national brut disponible (RNBD)</b>	<b>804 821</b>	<b>843 224</b>	<b>863 548</b>
<b>Epargne nationale brute (ENB)</b>	<b>233 336</b>	<b>223 954</b>	<b>209 931</b>
<b>Besoin de financement</b>	<b>34 323</b>	<b>64 606</b>	<b>82 447</b>
<b>Quelques ratios économiques</b>		<b>En %</b>	
PIB par habitant (en dirham)	23 956	24 891	25 406
RNBD par habitant (en dirham)	25 235	26 151	26 492
Dépenses de consommation des ménages/PIB	30,5	27,9	25,3
Dépenses de consommation finale des APU/PIB	5,0	8,7	10,7
Exportations de biens et services/PIB	33,2	35,6	36,2
Importations de biens et services/PIB	43,1	48,7	50,4
Taux d'investissement (FBCF/PIB)	30,7	30,7	31,4
Taux d'épargne nationale (ENB/RNBD)	29,0	26,6	24,3
Besoin de financement/PIB	4,5	8,0	10,0

(\*) Valeur ajoutée hors agriculture augmentée des impôts sur les produits nets des subventions